



## SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Février 2012

### L'Essentiel

- ▽ **Alerte Sahel** : Crise alimentaire et pastorale au Sahel dans de larges zones en Mauritanie, au Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad, et dans une moindre mesure au Sénégal et en Gambie. L'accès difficile à l'eau d'irrigation limitera les performances des cultures de contre-saison.
- ▽ Marchés : prix des céréales stagnent mais restent élevés, à l'exception du Mali où ils continuent leur ascension.
- ▽ Une mobilisation immédiate est indispensable pour répondre aux situations de crise alimentaire et limiter la hausse d'insécurité alimentaire et des cas de malnutrition.

### P réparation de la réponse aux risques de crise alimentaire et pastorale au Sahel

La mise à jour de la Stratégie Inter Agences (IASC) pour la sécurité pourront être éliminées par des interventions uniquement alimentaire et nutritionnelle au Sahel a été lancée le 7 février à Dakar. Cette nouvelle version présente le plan d'actions à mettre en œuvre pour assister à temps plus de 13 millions de personnes affectées ou à risque d'insécurité alimentaire. Le montant total des interventions prévues pour répondre à la crise s'élève à plus de 724 millions USD dont plus de 480 million USD pour la sécurité alimentaire et autour de 243 millions USD pour la nutrition. Ce document souligne également que les vulnérabilités actuelles ne

### S ituation agricole et pastorale – Le manque d'eau limite les performances des cultures de contre-saison

Selon Afrique Verte, au Burkina Faso, le mois de janvier a été marqué par une intensification des activités de culture de saison au niveau des points d'eau dans les régions propices à cette culture. Le niveau des points d'eau reste cependant faible. Au Mali, la campagne maraîchère se poursuit avec toutefois des difficultés plus ou moins importantes selon les zones liées à la disponibilité en eau. C'est le cas notamment sur le plateau dogon, où en année normale, il est possible de conduire deux à trois cycles de production, alors que cette année on n'assistera qu'à un seul cycle de production avec ses conséquences négatives sur les revenus des populations concernées. Le grand espoir réside dans la zone de l'Office du Niger qui met en œuvre un programme spécial de pomme de terre sur 300 ha. Au Niger, la campagne de cultures

programme d'urgence de l'Etat et des partenaires mais les résultats seront en deçà des objectifs d'où ce creusement du déficit brut. La campagne de saison sèche de riz a démarré sur les périphéries irriguées situées le long du fleuve. Le stade dominant est le repiquage.

Concernant la situation pastorale, dans certaines régions du Burkina Faso, on assiste au tarissement des points d'eau permanents et non permanents dans certaines régions rendant plus difficile l'abreuvement du bétail. Le pâturage devient de plus en plus rare avec la propagation des feux de brousse. Au Mali, les conditions générales d'élevage ont été affectées par le déficit

## Situation agricole et pastorale – Le manque d'eau limite les performances des cultures de contre-saison (suite)

pluviométrique et la faiblesse de la crue. Dans l'ensemble le pâturage est peu fourni. Les conditions pastorales sont moyennes et dégradées à cause du tarissement précoce des points d'eau de surface. En raison de ces facteurs, l'on assiste à des départs inhabituels des animaux vers les zones relativement meilleures. L'embonpoint des animaux est encore jugé moyen (Afrique Verte). Au Niger, face aux risques de détérioration de l'état du bétail, des actions de maintien et de renforcement des moyens d'existence des pasteurs et agropasteurs sont en cours (distribution d'aliments du bétail, distribution de petits ruminants).

Concernant la situation acridienne, elle est calme dans la sous région. Cependant, malgré le peu de pluie tombée en janvier, les conditions écologiques sont restées favorables à une reproduction limitée dans certaines zones de l'Algérie, du sud-ouest de la Libye et du nord Niger. Dans cette dernière zone, le suivi de la situation est compromis par l'insécurité.

## Légère hausse des prix au niveau international

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires était de 214 points en moyenne en janvier 2012, soit en hausse de près de deux pour cent par rapport à décembre 2011. Ce rebond constitue la première remontée depuis juillet 2011 de l'indice, qui reste toutefois de sept pour cent inférieur au niveau atteint un an plus tôt. Les cours internationaux de toutes les céréales principales ont progressé, à l'exception du riz. Les céréales secondaires (maïs) ont connu la plus forte hausse, avec un bond de 6 pour cent en janvier. Dans leur sillage, les prix du blé ont eux aussi augmenté, quoique de façon plus modérée, de 1,5 pour cent. En revanche, les cours du riz ont poursuivi leur baisse, en recul de 3 pour cent par rapport à décembre, du fait des pressions saisonnières au moment des récoltes et d'une rude compétition entre les exportateurs pour obtenir des parts de marché. L'impact de ces variations sur le cours des céréales importées en Afrique de l'Ouest et au Sahel (riz, blé et maïs) est pour le moment limité.



Source : FAO

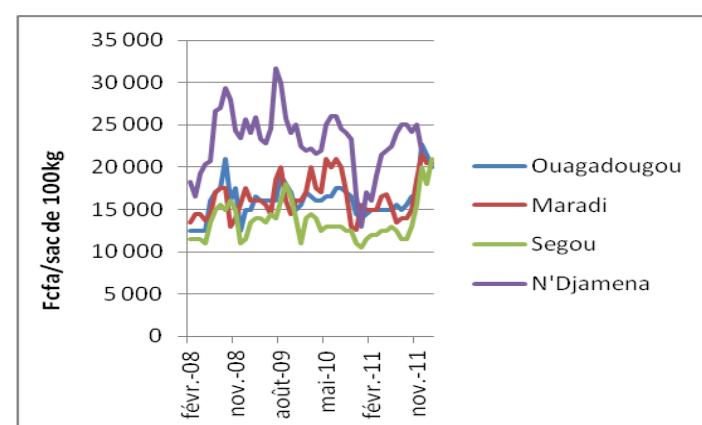
## Marchés en Afrique de l'Ouest et Sahel – stabilité des prix sauf au Mali

Au Sahel, les prix des céréales sont restés stables mais à un niveau élevé au cours du mois de février. Comparé au mois passé, on observe une tendance à la hausse des prix du mil dans presque toutes les régions du Mali. Les hausses des prix du mil sont surtout enregistrées à Ségou (17 pour cent), Bamako (4 pour cent), Sikasso (5 pour cent), Mopti (7 pour cent), Gao (13 pour cent). Contrairement à son voisin malien, les prix du mil au Burkina Faso connaissent une certaine stabilité (mais toujours à un niveau élevé comparé à la même période en 2011) et une baisse sensible sur certains marchés. A Ouagadougou et dans le Sahel, le prix du mil a baissé de 7 pour cent et 2 pour cent respectivement comparé au mois passé (Figure 2). Au Niger, on enregistre une hausse des prix du mil à Tillaberry et à Zinder de 8 pour cent et 5 pour cent respectivement, mais ces prix restent stables sur le reste des marchés.

Au Tchad, les prix du mil à N'Djamena sont restés stables et ceux du sorgho ont connu une légère hausse de 3 pour cent en février. Comparés à la moyenne quinquennale, les prix du mil et du sorgho ont tous connus une hausse respective de 27 pour

cent et 39 pour cent à N'Djamena. La figure 2 montre une certaine stabilité des prix qui restent à un niveau très élevé, sauf à N'Djamena.

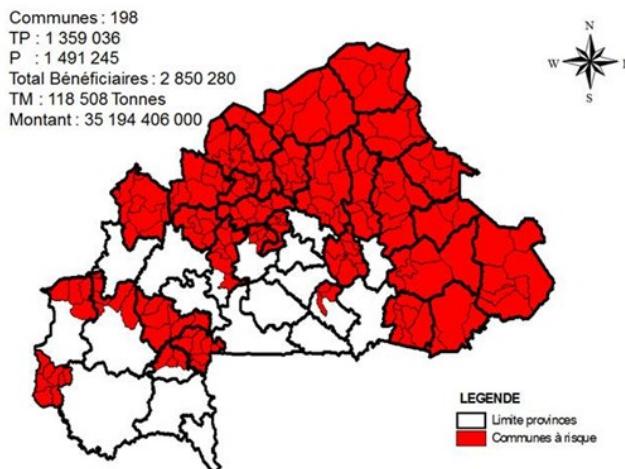
Figure 2 : Prix du mil à Ouagadougou, Maradi, Ségou, et N'Djamena



# Impact sur la sécurité alimentaire – Approche de la pré-soudure, insécurité accrue et prix toujours élevés

Pour les pays du Sahel, la sécurité alimentaire des ménages les plus pauvres ne devrait pas connaître d'amélioration. Au Mali, à l'impact de la sécheresse, vient s'ajouter le conflit dans les zones nord du pays. Le Système d'Alerte précoce du Gouvernement a d'ailleurs revu à la hausse le nombre de communes en difficulté qui passe de 159 à 195, amenant ainsi le nombre des personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire à près de 3,5 millions.

Au Burkina Faso, l'impact des 20,000 réfugiés malien se fait sentir dans le nord du pays. Mais la sécheresse et les prix élevés restent les principales raisons mettant les ménages en insécurité alimentaire. Le Gouvernement a également revu ses prédictions à la hausse passant de 162 à 172 le nombre de communes vulnérables à l'insécurité alimentaire, soit 1,7 millions de personnes. D'après ACF, les admissions dans les centres de santé pour des cas de malnutrition aiguë ont également augmenté de façon significative, avec des taux exceptionnellement élevés pour la saison, particulièrement dans le nord du pays. Les enquêtes sur la sécurité alimentaire sont en cours dans les zones déterminées comme les plus à risque par le Gouvernement. Les résultats seront disponibles courant mars. Les résultats des enquêtes HEA conjointes (Gouvernement- OXFAM) suggèrent un déficit alimentaire important pour environ 2,8 millions de personnes d'avril à septembre 2012 dans 198 communes du pays (voir carte ci-dessous).

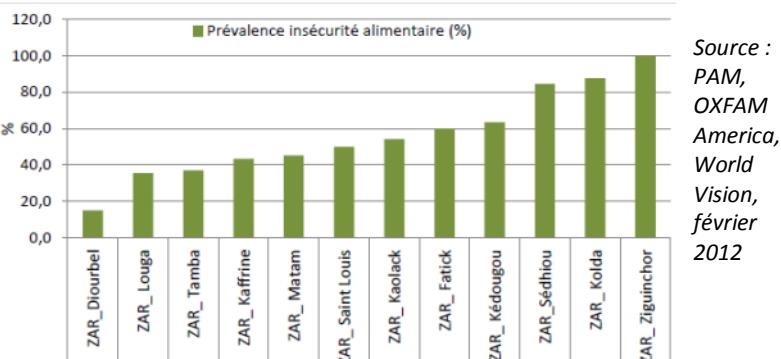


Source : Gouvernement du Burkina Faso, Oxfam, études HEA, février 2012

La récente enquête dans les zones à risque du Sénégal menée en février par le Gouvernement et le PAM montre que pour les zones les plus affectées du pays, 51 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire, soit environ 739 000 personnes (figure 3).

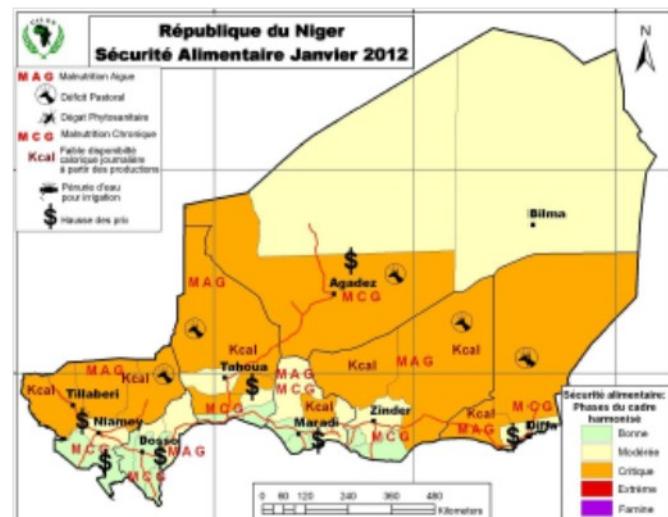
Le rapport conjoint FAO/FEWS/CILSS/PAM d'évaluation de la sécurité alimentaire et des marchés au Niger souligne que d'importants déficits de production "localisés", ainsi que la faiblesse des flux de céréales en provenance du Nigéria et de bétail en direction de ce pays cumulée à la hausse intense des

Figure 3 : Prévalence de l'insécurité alimentaire au Sénégal



Source :  
PAM,  
OXFAM  
America,  
World  
Vision,  
février  
2012

prix sur les marchés internes, agravent les difficultés d'accès aux aliments pour les ménages les plus vulnérables (voir carte ci-dessous).



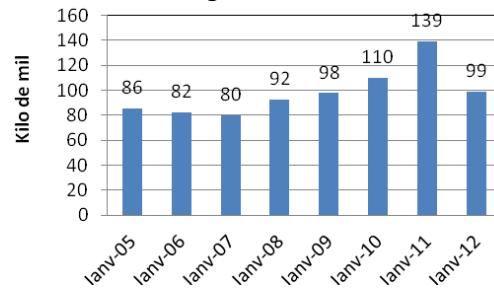
Le 6 mars 2012, le ministre de l'agriculture de la Gambie a déclaré l'urgence nationale et lancé un appel à l'aide suite à une baisse significative de la production agricole, de sorte que la période de soudure commence de façon très précoce (février - mars) pour une partie importante de la population.

Les modes de vie les plus à risque d'insécurité alimentaire dans les prochains mois sont notamment les éleveurs. Ceux-ci bénéficiaient jusqu'ici de bons prix pour leur bétail, ce qui leur permettait d'acquérir suffisamment de céréales malgré des prix élevés sur le marché. Courant janvier 2012, on enregistre une dégradation importante (-29 pour cent) des termes de l'échange (bouc/mil) comparé en 2011, mais faible par rapport à la moyenne quinquennale (-5 pour cent).

# Impact sur la sécurité alimentaire – Approche de la pré-soudure, insécurité accrue et prix toujours élevés (suite)

Cette dégradation des termes de l'échange est surtout liée à la hausse des prix du mil sur le marché d'Abalak (hausse du prix du mil de 34 pour cent par rapport à l'an passé et de 35 pour cent comparé à la moyenne quinquennale. Toutefois, il faut noter que les termes de l'échange restent favorables aux éleveurs comparés à 2005 et à 2008 (Figure 4).

Figure 4 : Termes de l'échange bouc/mil sur le marché d'Abalak (Niger)



## Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Mesures	Avantages
Continuer le plaidoyer en faveur d'un financement adéquat en réponse à la crise	Les bailleurs de fonds sont alertés de la gravité de la situation
Soutenir les pays ayant développé un plan d'urgence dans la mise en œuvre de leurs activités de réponse aux crises	Les pays déclenchent à temps la réponse aux crises alimentaires nutritionnelles et des moyens d'existence
Continuer à soutenir les pays affectés dans la mise en œuvre d'enquêtes de sécurité alimentaire et nutritionnelles auprès des ménages	Le nombre de ménages à assister est précisé et le ciblage pour la réponse est amélioré

## Conclusions

- ▽ Des signes avant-coureurs confirment que les menaces sur la sécurité alimentaire commencent à se réaliser notamment pour les ménages très pauvres et pauvres, à cause de l'épuisement de leurs stocks alimentaires, les baisses de revenus encourus et le maintien des cours des céréales à des valeurs très élevées pour la saison. Il est loin d'être garanti que les mécanismes d'adaptation et les opportunités d'emploi puissent satisfaire les besoins alimentaires de ces ménages pendant la période de pré-soudure et de soudure.
- ▽ L'évolution des prix des céréales pendant la période de soudure (dépendante du déroulement de la campagne agricole 2012-2013) et l'importance de la réponse humanitaire (aide alimentaire/argent, nutrition, préservation des moyens d'existence) influenceront la sévérité de la crise dans les mois à venir.
- ▽ La situation de malnutrition aiguë est à suivre de très près car une augmentation du nombre d'admissions commence à être perçus dans certains pays.



### Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

[www.wfp.org/food-security](http://www.wfp.org/food-security)

Mme Naouar Labidi  
[Naouar.Labidi@wfp.org](mailto:Naouar.Labidi@wfp.org)

M. Jean-Martin Bauer  
[Jean-Martin.Bauer@wfp.org](mailto:Jean-Martin.Bauer@wfp.org)

M. Cédric Charpentier  
[Cedric.charpentier@wfp.org](mailto:Cedric.charpentier@wfp.org)

[www.fao.org/emergencies/fr](http://www.fao.org/emergencies/fr)

M. José Luis Fernandez  
[Joseluis.Fernandez@fao.org](mailto:Joseluis.Fernandez@fao.org)

M. Patrick David  
[Patrick.David@fao.org](mailto:Patrick.David@fao.org)

M. Papa Boubacar Soumaré  
[PapaBoubacar.Soumare@fao.org](mailto:PapaBoubacar.Soumare@fao.org)